



# Le POUVOIR et le PEUPLE

Florence Jaumotte et Carolina Osorio Buitron

**L**ES INÉGALITÉS s'accroissent dans de nombreux pays avancés depuis les années 80, essentiellement par suite de la concentration des revenus en haut de la distribution. Les indices d'inégalité ont fortement augmenté, mais l'évolution la plus frappante est la hausse marquée et systématique de la part du total revenant aux 10 % de la population les mieux rémunérés — qui n'est qu'en partie saisie par le coefficient de Gini (graphique 1).

Le coefficient de Gini est un indice *synthétique* qui évalue l'écart moyen des revenus des membres de la population par rapport à la distribution des revenus dans un pays. Il est égal à zéro lorsque le revenu total est partagé également entre tous et il est égal à 100 (ou 1) lorsqu'un individu détient l'intégralité des revenus.

Si les inégalités peuvent, dans une certaine mesure, promouvoir l'efficacité en incitant à travailler et à investir, lorsqu'elles se creusent, la croissance semble se ralentir et être moins durable à moyen terme (Berg et Ostry, 2011;

Berg, Ostry et Zettelmeyer, 2012), même dans les pays avancés (OCDE, 2014). Une plus forte concentration des revenus en haut de la distribution peut, de surcroît, réduire le bien-être de la population si elle permet aux mieux rémunérés de manipuler le système économique et politique en leur faveur (Stiglitz, 2012).

Les inégalités grandissantes observées dans les pays avancés sont généralement imputées au progrès technologique et à la mondialisation, qui ont accru la demande relative de travailleurs qualifiés, et profitent plus aux hauts salaires qu'aux salariés moyens. La technologie et la mondialisation favorisent toutefois la croissance économique, et les responsables de l'action publique ne peuvent ou ne veulent guère s'y opposer. De surcroît, si les pays à revenu élevé ont tous été touchés par ces évolutions, les inégalités s'y sont creusées à des rythmes et à des degrés différents.

Les économistes ont donc récemment porté leur attention sur les effets des transformations institutionnelles, et leurs travaux font souvent

**Le recul du syndicalisme au cours des dernières décennies a favorisé la hausse des hauts salaires**

Vote à la réunion du Congrès annuel des syndicats à Bournemouth (Royaume-Uni).



mention de la contribution importante de la déréglementation financière et de la baisse des taux marginaux supérieurs de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'augmentation des inégalités. Les débats accordent en revanche une moindre place au rôle des institutions du marché du travail — notamment la baisse du taux de syndicalisation et la diminution du salaire minimum par rapport au revenu médian. Ce sont ces aspects de la question que nous considérons dans notre étude à paraître.

Nous examinons les causes de l'augmentation des inégalités en analysant l'évolution de la relation entre les institutions du marché du travail et la répartition des revenus dans les pays avancés depuis le début des années 80. Il est généralement admis que l'évolution des taux de syndicalisation ou du salaire minimum touche les travailleurs ayant des salaires faibles ou moyens, mais n'a probablement pas d'effet direct sur les hauts salaires.

Si nos conclusions cadrent avec les opinions établies concernant les effets du salaire minimum, nous établissons clairement l'existence d'un lien entre la baisse du taux de syndicalisation et l'augmentation de la part des revenus les plus élevés dans les pays avancés durant la période 1980–2010 (graphique 2), ce qui va à l'encontre des idées reçues sur les circuits par lesquels la densité syndicale influence la répartition du revenu. Il s'agit là de l'aspect le plus novateur de notre analyse, qui prépare le terrain à de plus amples recherches sur le lien entre l'érosion du syndicalisme et l'augmentation des inégalités.

### Des changements en haut de la distribution

Les études économiques font ressortir différents circuits par lesquels les syndicats et le salaire minimum peuvent modifier la distribution des revenus dans sa partie inférieure et intermédiaire, notamment la dispersion des salaires, le chômage

et la redistribution. Nous considérons toutefois également la possibilité que l'affaiblissement des syndicats se traduise par un accroissement des parts des revenus élevés et nous formulons certaines hypothèses pour l'expliquer.

Les institutions du marché du travail ont un impact sur l'inégalité des revenus principalement par le biais de :

**La dispersion des salaires** : le syndicalisme et les salaires minimums sont censés réduire les inégalités en contribuant à égaliser la *distribution des salaires*, ce que confirment les études économiques.

**Le chômage** : selon certains économistes, si des syndicats plus puissants et des salaires minimums plus élevés réduisent l'inégalité des salaires, ils peuvent également accroître le chômage en maintenant les rémunérations au-dessus des niveaux d'«équilibre du marché», et ainsi creuser les *inégalités des revenus bruts*. Cette hypothèse n'est toutefois guère corroborée par les données empiriques, du moins dans les pays avancés (voir Betcherman, 2012; Baker *et al.*, 2004; Freeman, 2000; Howell *et al.*, 2007; OCDE, 2006). Seulement 3 des 17 études examinées par l'OCDE indiquent un lien robuste entre la densité syndicale (ou la couverture des négociations) et un chômage global plus élevé.

**La redistribution** : des syndicats puissants peuvent inciter les décideurs à intensifier l'effort de redistribution en encourageant les salariés à voter pour les partis qui appuient celui-ci ou en amenant tous les partis politiques à s'engager dans cette voie. Les syndicats ont largement contribué à promouvoir les droits des travailleurs et les droits sociaux fondamentaux. Leur affaiblissement peut se solder par une moindre redistribution et une plus grande *inégalité des revenus nets* (après impôts et transferts).

**Le pouvoir de négociation des salariés et part des revenus les plus élevés** : la réduction de la densité syndicale peut accroître

Graphique 1

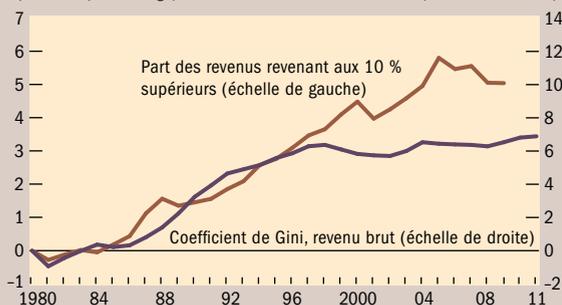
#### Plus d'argent pour les mieux payés

Ceux qui se trouvent en haut de la distribution des revenus dans les pays avancés jouissent d'une part de plus en plus grande du revenu, ce qui renforce les inégalités.

(changement cumulé depuis 1980,

points de pourcentage)

(Coefficient de Gini)



Sources : World Top Income Database; Standardized World Income Inequality Database Version 4.0.

Note : Le coefficient de Gini est égal à zéro lorsque le revenu total est partagé également entre tous et il est égal à 100 lorsqu'un individu détient l'intégralité des revenus. Pays avancés = Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse : moyenne simple.

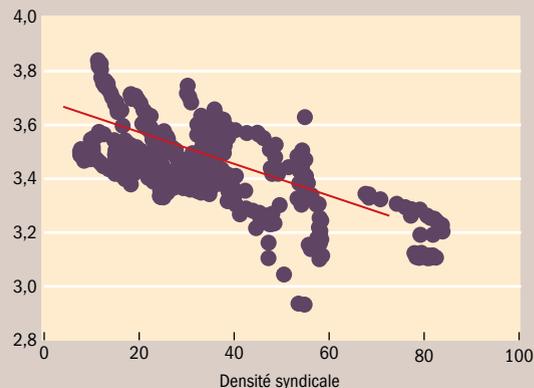
Plusieurs pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni) sont exclus du calcul de la part des revenus revenant aux 10 % les plus riches en raison de données manquantes.

Graphique 2

#### En toute justice

Le recul du syndicalisme dans les pays avancés est corrélé à une augmentation de la part des revenus revenant aux 10 % supérieurs.

(log de la part des revenus bruts revenant aux 10 % supérieurs, 1980-2010)



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques; Standardized World Income Inequality Database Version 4.0.

Note : Pays avancés = Allemagne, Australie, Canada, Espagne, États-Unis, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse. La densité syndicale est la proportion de salariés adhérents à un syndicat.

les *parts des revenus les plus élevés* en réduisant le pouvoir de négociation des salariés. À l'évidence, *ces parts* dépendent de l'évolution de la partie inférieure de la distribution des revenus. Si, par suite de l'affaiblissement des syndicats, les rémunérations des travailleurs ayant des salaires moyens ou faibles se tassent, la part des revenus constitués par les rémunérations de la haute direction et des actionnaires augmentera nécessairement. Nous comprenons intuitivement que l'affaiblissement des syndicats réduit le pouvoir de négociation des salariés *par rapport aux détenteurs de capital*, ce qui a pour effet d'accroître le revenu du capital — qui est plus concentré en haut de la distribution des revenus que les traitements et salaires. Le recul du syndicalisme peut en outre réduire l'influence des salariés sur les décisions des entreprises qui profitent aux *hauts salaires*, comme le niveau et la structure des rémunérations des membres de la haute direction.

Nous procédons à une analyse économétrique d'un échantillon composé de tous les pays avancés pour lesquels des données étaient disponibles sur la période 1980 à 2010 pour examiner le rôle du syndicalisme et du salaire minimum dans la montée des inégalités. Nous examinons la relation entre différents indicateurs d'inégalité (part des revenus revenant aux 10 % supérieurs, coefficients de Gini pour le revenu brut et pour le revenu net) et les institutions du marché du travail, ainsi qu'un certain nombre de variables de contrôle. Ces dernières comprennent d'autres facteurs déterminants des inégalités recensés par les économistes, comme la technologie, la mondialisation (concurrence de travailleurs étrangers faiblement rémunérés), la libéralisation financière et les taux marginaux supérieurs de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, ainsi que des variables permettant de saisir l'évolution mondiale commune de ces facteurs. Nos résultats confirment l'existence d'une relation étroite entre l'affaiblissement des syndicats et l'augmentation de la part des revenus en haut de la distribution.

Bien qu'il soit difficile d'établir une relation de cause à effet, le recul du syndicalisme semble avoir largement contribué à l'augmentation de la part des revenus les plus élevés. Cela reste le cas même si l'on prend en compte les changements politiques, l'évolution des normes sociales concernant les inégalités, les transformations sectorielles de l'emploi (comme la désindustrialisation et le rôle croissant du secteur financier) et le relèvement des niveaux d'instruction. La relation entre la densité syndicale et le coefficient de Gini pour le revenu brut est aussi négative mais moins étroite, peut-être parce que le coefficient de Gini sous-estime l'augmentation des inégalités en haut de la distribution des revenus.

Nous notons également que le recul du syndicalisme est associé à une moindre redistribution des revenus et que les réductions des salaires minimums accroissent considérablement les inégalités.

En moyenne, le recul du syndicalisme explique pour moitié environ l'augmentation de 5 points de pourcentage de la part des revenus revenant aux 10 % les plus riches. Il explique aussi à peu près la moitié de la hausse du coefficient de Gini pour le revenu net.

## Futurs travaux

Notre étude examine le syndicalisme comme mesure du pouvoir de négociation des salariés. Il importera de considérer, au-delà

de ce simple indicateur, les aspects du syndicalisme (comme les négociations collectives, l'arbitrage) qui produisent les meilleurs résultats et déterminer si certains peuvent nuire à la productivité et à la croissance économique.

Il reste à déterminer si l'accroissement des inégalités dû à l'affaiblissement des syndicats est bon ou mauvais pour la société. Si l'augmentation de la part des revenus revenant aux plus hauts salaires peut tenir à une augmentation relative de leur productivité (inégalité positive), il se peut aussi que leurs rémunérations soient plus élevées que ne le justifie leur contribution à la production économique, et résultent de l'extraction d'une rente (inégalité défavorable). Les inégalités peuvent également nuire à la société en permettant aux mieux rémunérés de manipuler le système économique et politique.

Les autorités nationales auraient dans ce cas des motifs d'agir. Elles pourraient, par exemple, procéder à des réformes de la gouvernance des entreprises permettant à toutes les parties prenantes — salariés, administrateurs et actionnaires — de participer aux décisions concernant la rémunération des membres de la haute direction; améliorer la conception de contrats de rémunération basée sur la performance, en particulier dans un secteur financier enclin à prendre des risques; et réaffirmer les normes d'emploi qui permettent aux salariés le souhaitant de participer à des négociations collectives. ■

*Florence Jaumotte est économiste principale et Carolina Osorio Buitron est économiste, toutes deux au Département des études du FMI.*

---

*Cet article est basé sur l'étude des auteurs qui sera prochainement publiée par le FMI.*

## Bibliographie :

- Baker, Dean, Andrew Glyn, David R. Howell, and John Schmitt, 2004, "Labor Market Institutions and Unemployment: Assessment of the Cross-Country Evidence," in *Fighting Unemployment: The Limits of Free Market Orthodoxy*, edited by David R. Howell, p. 72–118.
- Berg, Andrew, and Jonathan Ostry, 2011, "Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin?" *IMF Staff Discussion Note 11/08* (Washington: International Monetary Fund).
- Berg, Andrew, Jonathan Ostry, and Jeromin Zettelmeyer, 2012, "What Makes Growth Sustained?" *Journal of Development Economics*, Vol. 98, No. 2, p. 149–66.
- Betcherman, Gordon, 2012, "Labor Market Institutions: A Review of the Literature," *World Bank Policy Research Paper No. 6276* (Washington).
- Freeman, Richard B., 2000, "Single Peaked Vs. Diversified Capitalism: The Relation Between Economic Institutions and Outcomes," *NBER Working Paper No. 7556* (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Howell, David R., Dean Baker, Andrew Glyn, and John Schmitt, 2007, "Are Protective Labor Market Institutions at the Root of Unemployment? A Critical Review of the Evidence," *Capitalism and Society*, Vol. 2, No. 1.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2006, *Employment Outlook* (Paris).
- , 2014, "Focus on Inequality and Growth," December 9.
- Stiglitz, Joseph, 2012, *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future* (New York: W.W. Norton).